

ACCAPAREMENTS DES TERRES : LES PAYSANS DEBOUT CONTRE LES ARRESTATIONS ACCUSENT BOLLORÉ DE DOUBLE JEU

Des paysans au Cambodge, en Sierra Leone, au Cameroun ont manifesté pour demander à Bolloré de mettre fin aux arrestations arbitraires des paysans qui réclament leurs droits face à l'entreprise. Ce nouveau conflit jette un froid sur les négociations ouvertes par Bolloré à Paris le 24 octobre dernier.

Lundi 5 janvier, au Liberia, six représentants des communautés locales victimes d'accaparements de terre par la Salala Rubber Corporation (SRC) ont été arrêtés à la demande de l'entreprise. En réaction, les communautés camerounaises, cambodgiennes et sierra leonaises riveraines des plantations qui appartiennent également à la Socfin ont manifesté jeudi 15 janvier pour demander à Vincent Bolloré de respecter ses engagements et de privilégier le dialogue à la répression.

La SRC est une plantation du groupe Socfin, une holding contrôlée par Bolloré, actionnaire principal avec 38,7%. Le groupe possède d'autres plantations au Cameroun (Socapalm), en Côte d'Ivoire (SoGB), au Cambodge (KCD) ou en Sierra Leone (SAC). Partout, des conflits opposent les entreprises aux communautés locales qui contestent les extensions continues qui sont faites à leurs dépens. Les surfaces plantées des sociétés africaines de la Socfin sont ainsi passées de 87 303 à 108 465 ha entre 2011 et 2014.

Bolloré négocie sur le devant de la scène, Socfin réprime en coulisses

Pour tenter de résoudre ces conflits, le groupe Bolloré a accepté d'entamer un processus de négociation [dont le 1^{er} round a eu lieu à Paris le 24 octobre dernier](#) avec les représentants des communautés des cinq pays. L'arrestation des six représentants libériens alors qu'ils étaient en discussion avec la direction de la SRC a provoqué un tollé. « *Bolloré a pris nos terres et maintenant notre liberté* » peut-on lire sur les banderoles déployées par la communauté Bunong au Cambodge, par les villageois camerounais ou les manifestants en Sierra Leone. « *Il nous semble inacceptable que la tentative de résolution du conflit avancée à Paris le 24 octobre dernier soit ainsi bafouée par des responsables de l'entreprise* peut-on lire dans la lettre adressée à Vincent Bolloré par Sare Tchrouin Ange, représentant ivoirien de l'Alliance internationale des riverains des plantations Socfin-Bolloré. *Vous allez probablement encore invoquer la responsabilité de la Socfin, nous vous demandons d'assumer les vôtres.* »



Rassemblements au Cameroun, au Cambodge et en Sierra Leone, 15.1.14

